



ARCHIWUM  
LEGIONÓW  
i N. K. N.  
Nr 620

LA POLONE ET L'EUROPE

extrait de la revue

**UWAGI**

(OBSERVATIONS)

Avril

traduit du polonais.

ÉDITIONS ATAR

GENÈVE

1916

10411

Adresse de la Rédaction et de l'Administration  
de la Revue polonaise « UWAGI » :

LIBRAIRIE ATAR, 12, CORRATERIE, GENÈVE.

620

leg. 1002

# LA POLOGNE ET L'EUROPE

extrait de la revue

**UWAGI**

(OBSERVATIONS)

Avril

traduit du polonais.



ÉDITIONS ATAR  
GENÈVE  
1916



## LA POLOGNE ET L'EUROPE

### I

Il semble, enfin, que la question polonaise va redevenir officiellement ce qu'en réalité elle n'a jamais cessé d'être : européenne. On s'en occupe à l'égal des questions serbe, arménienne, monténégrine, albanaise, macédonienne, de celles du Trentin ou de Trieste. La presse officieuse française, la plus timorée du monde, en entretient ses lecteurs, avec l'assentiment de la sévère censure militaire française. La troisième République, qui l'eût cru, reconnaît le caractère européen de la question polonaise. Il est vrai que, il y a trois cents ans, Henri III de Valois avait été roi de Pologne; que les trois derniers Bourbons, Louis XVI, Louis XVIII et Charles X, étaient les petits-fils des deux avant-derniers rois de Pologne, Leszczyński et Auguste. Il est vrai que Kosciuszko avait été nommé, par l'Assemblée législative, citoyen français, et Lafayette, grenadier d'honneur de la garde nationale polonaise, par la révolution varsovienne. Il est vrai que Napoléon I<sup>er</sup> avait à deux

reprises conduit la Grande Armée sur la Vistule et mobilisé toute l'Europe pour la reconstitution de la Pologne. Mais pour la France de nos jours, la portée européenne de la question polonaise était depuis longtemps considérée comme une chimère. Elle l'était restée même après la proclamation du grand-duc Nicolas, même après la déclaration de M. Gorémykine, et ce n'est que le récent discours de M. Sazonow qui paraît l'avoir remise définitivement à l'ordre du jour. Il serait pourtant injuste de reprocher à la France seule cette indifférence pour la Pologne. Il y avait beau temps, que pour l'Europe toute entière, la question polonaise avait perdu son *européennité*. Dans les deux coalitions de puissances qui se combattent, elle avait été également rabaissée au rang de question intérieure des Etats copartageants. On l'envisageait, ici comme une question intérieure russe, là comme une question allemande, nulle part comme une question internationale.

C'est pourquoi, avant le bouleversement international de l'heure présente, on gardait partout le silence sur la Pologne. A la veille de la guerre, on parlait beaucoup du budget de la flotte anglaise et allemande, du service de trois ans en France, du nouveau contingent de recrues russes. On discutait la constitution des cinq royaumes balkaniques, l'organisation de l'Albanie, la neutralité de la Belgique, les aspirations de l'irrédentisme italien et serbe, les affaires du Maroc et de la Lybie, de la Perse et du chemin de fer de Bagdad, de la Mongolie et de la République chinoise. Bref, on se préoccupait de tout, sauf de la

Pologne. Le Polonais qui, avant la guerre, essayait à Pétersbourg, à Berlin, à Vienne, ou même à Paris, à Londres, à Rome, d'appeler l'attention sur la Pologne, était regardé avec commisération, comme un maniaque, si ce n'est comme un pauvre d'esprit. Avait-on vraiment le temps de s'intéresser sérieusement à la Pologne ? C'était chose, non seulement « intérieure », mais fastidieuse, surannée ; c'était une vétille, un rien. L'immense conflagration mondiale aurait dû en faire ressortir, d'autant plus, l'insignifiance. Et voici qu'il en est tout au rebours. Le front oriental est devenu le front principal, s'étendant sur plus de mille kilomètres sur les territoires polono-lithuaniens de l'ancienne République. Le résultat le plus positif de la lutte a été la conquête de plus de trois cent mille kilomètres carrés de terre polonaise, avec les capitales de Varsovie et de Wilno, arrachés par un des adversaires à celui qui les possédait depuis plus de cent ans. La question polonaise, dédaignée, prohibée, a repris sa haute signification européenne, malgré la volonté des deux antagonistes, par sa force immanente, par la force des seuls événements de la guerre.

Sous ce rapport, comme sous beaucoup d'autres, cette guerre rappelle étrangement l'époque napoléonienne. Alors, comme aujourd'hui, on agitait toute sorte de problèmes lointains, exotiques, étrangers à la Pologne. C'était la question de l'Italie et de l'Espagne, du Hanovre et de la Turquie, de la Finlande et de l'Oldenbourg ; c'était celle du Concordat et de la Confédération du Rhin, de l'Égypte et de la Louisiane, d'une expédition aux

Indes et du blocus continental. Et pourtant, aucune d'elles, mais seulement la question polonaise, si secondaire en apparence, si longtemps reléguée dans l'ombre par les autres, méprisée, méconnue, et représentée par quelques milliers de légionnaires en loques, par un infirme Duché de Varsovie, c'est la question polonaise qui, en définitive, surgit au premier plan, devint la pierre de touche, la pierre d'achoppement de l'Europe napoléonienne et décida de sa suprême crise militaire, politique, historique. Et celui, sur qui reposait alors la destinée du monde, celui qui avait parcouru en vainqueur trois continents, qui était entré au Caire, à Milan, à Vienne, à Berlin, à Madrid et à Moscou, se remémorant, avant de mourir, toutes ses grandeurs et tous ses triomphes, reconnut que l'apogée de ses efforts et de sa destinée avait été sa désastreuse « campagne de Pologne », campagne dont la Pologne était la cause et le but : la cause par son partage, le but par sa reconstitution.

« Cette guerre — ce sont les propres paroles de Napoléon à Sainte-Hélène — eût dû être la plus populaire des temps modernes. C'était celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous ; elle était purement pacifique et conservatrice, tout à fait européenne et continentale. Son succès allait consacrer une balance, des combinaisons nouvelles, qui eussent fait disparaître les périls du temps, pour les remplacer par un avenir tranquille ». Mais en quoi donc devait consister ce « succès » salutaire ? En « le rétablissement du Royaume de Pologne... comme bar-

rière et digue ». Car, « tout dépend, à la vérité, du sort définitif de la Pologne ». « Si j'avais réussi, j'aurais rétabli, à tout prix, la Pologne en couronne séparée, indépendante, et il m'importait peu sur quelle tête, amie, ennemie, alliée, pourvu que cela fût... J'accordais que ce fût un roi de Prusse, un archiduc d'Autriche, ou tout autre qui en occupât le trône... ». « J'aurais consenti même à un grand-duc russe, quoique infailliblement il m'eût demandé bientôt des secours contre la Russie ». Mais en tout cas, d'une manière ou d'une autre, aurait dû être consommée cette chose capitale, inéluctable, nécessaire pour la santé de l'Europe et du monde : « le relèvement de la Pologne, cette véritable clef de toute la voûte » européenne.

Voilà comment se prononçait ce grand Européen, et il mettait le doigt sur la plaie. Ce grand expert comprenait l'Europe comme nul ne l'a comprise avant lui ni après lui. La formation des Etats et des nations de l'Europe s'est effectuée par la voie d'un immense processus de développement et de sélection organique. Sans doute, des facteurs mécaniques violents n'y ont pas été accessoirement étrangers. Mais en général, à la longue, l'ont emporté les forces créatrices constitutives, découlant des profondeurs naturelles, de la configuration des territoires et de la valeur morale des peuples. Dans la communauté européenne ainsi constituée, le grand Etat polonais, porté par le grand peuple polonais, avait grandi par cette voie d'évolution organique le plus purement peut-être, car avec la moindre contribution de la violence. Et il devint aussitôt pour l'Europe un organe tout par-

ticulièrement important ; il devint, du côté de l'Est, centre de gravité, véritable « clef de voûte », lien et frein à la fois, entre le monde germano-occidental et slavo-oriental. Tout à coup, il fut abattu par une brutale force mécanique. Cela fit une vaste déchirure, un vide subit, une blessure saignante. L'organe enlevé était trop essentiel, trop vital, pour que la blessure pût se cicatriser, pour que la santé de tout le corps européen n'en fût pas compromise : aussi n'a-t-il pu depuis s'en guérir. Ajoutant une infection mortelle à tous les autres vices et défauts de ce corps complexe, se manifestant tour à tour en diverses parties et en divers phénomènes, la maladie implacable a successivement gangrené toute l'Europe, pour éclater enfin sous l'aspect monstrueux d'une guerre universelle.

## II

Avant le démembrement, la Pologne s'étendait sur plus de 700,000 kilomètres carrés et comptait 13 millions d'habitants. Dans les trois partages (1772, 1793, 1795), la Russie annexa environ 500,000 kilomètres carrés, avec 7 millions d'habitants, la Prusse et l'Autriche environ 120,000 kilomètres carrés, avec 3 millions d'habitants, chacune. De ce fait, la population de la Russie se trouva augmentée d'un quart ; la Prusse fit plus que doubler son territoire ; l'Autriche eut relativement un moindre profit. La délimitation définitive, assujettissant Wilno et Luck à la Russie, Varsovie et Poznan (Posen) à la Prusse, Cracovie et Lwow (Léopol) à l'Autriche, détruisit la Pologne, non seulement politiquement, mais encore au point

de vue économique, moral, national. La Pologne ethnographique fut scindée, du principal de l'ancienne République, par la frontière prusso-russe et austro-russe, et le cœur même de ce pays déchiré, jusque sous les murs de Varsovie, par la frontière austro-prussienne. Ce n'était pas sans préméditation qu'avait été pratiqué cet écartèlement. Le scalpel qui avait opéré cette vivisection devait, en même temps que l'Etat, tuer la nation polonaise.

Le partage fut une opération fructueuse pour les trois complices, bien qu'il eût été inégalement accompli, et comme étendue, et comme population. Néanmoins, tous les trois en furent mécontents. Indifférents à la tare morale, ils durent bientôt reconnaître que tout en faisant une affaire en apparence excellente, ils avaient commis une lourde faute politique. Cette faute, que ne pouvait compenser aucune acquisition, consistait en ce que tous les trois avaient substitué au voisinage inoffensif de la Pologne, le dangereux voisinage des autres copartageants. Pour l'Autriche et la Russie, la Prusse subitement doublée devenait un redoutable voisin. Plus redoutable encore, pour l'Autriche et la Prusse, se dressait dorénavant à leurs côtés la Russie particulièrement agrandie par le partage, mais nullement rassasiée. Sa part avait été de beaucoup la plus grande, sans doute, mais c'est toute la Pologne qu'elle eût voulu s'adjoindre. Jadis, elle l'avait tenté en proposant au trône polonais, après la mort du roi Sigismond-Auguste, dernier des Jagellons, la candidature d'Ivan-le-Terrible, et celle de Fiodor, par l'entremise de

Godunow, après la mort du roi Etienne Bathory. Il s'agissait alors d'une union russo-polonaise sur le pied d'égalité. De même, Pierre-le-Grand, sourd aux premières instigations prussiennes de partage, celles de Frédéric-Guillaume I<sup>er</sup>, aurait préféré prendre la Pologne tout entière, pour son fils Alexis ou pour lui-même. Déjà il s'agissait alors d'une union sur le pied de sujétion. Enfin, sous Catherine II, la décadence de la République de Pologne et l'accroissement de la Russie s'étaient tellement accentués, que le projet d'annexion, de la prétendue « unification » (obiedinienie), était devenu mûr. Toutefois, deux obstacles s'opposaient à sa complète réalisation. D'abord, l'incapacité physique d'absorber toute la République par un Etat qui, comme la Russie d'alors, ne comptait pas plus de 25 millions d'habitants; ensuite, la cupidité des voisins. On dut se résigner au compromis du partage, où, tout en se réservant la part du lion, les deux tiers de la République, on cédait le reste, c'est-à-dire le noyau même de la Pologne ethnographique, à la Prusse et à l'Autriche. Mais dans son for intérieur, la Russie n'y renonçait pas, conservait ses primitives ambitions de conquête intégrale. C'était le vœu de Souvorow qui, après avoir pris Varsovie, se refusait obstinément à la livrer à la Prusse. Catherine elle-même, à différentes reprises, se proposait d'arracher Léopol à l'Autriche. Aussi le partage ne tarda-t-il pas à paraître aux partageants eux-mêmes, une œuvre avortée, sans consistance et sans gages de durée. Ils comprirent les premiers que c'était « pire qu'un crime, — une bêtise ». C'est pourquoi, à peine le démembrement

accompli, commencèrent-ils à vouloir revenir sur leurs pas. Chacun des trois meurtriers de la Pologne se mit à chercher les moyens de la faire revivre à son profit et au détriment des deux autres. Bien plus, ils se soupçonnaient tous réciproquement de ces intentions, au point qu'ils s'empressèrent de se prémunir mutuellement contre elles. Par une clause secrète (1797), ils prirent l'engagement solennel que « pour abolir tout ce qui peut rappeler le souvenir de l'existence du Royaume de Pologne, lorsque l'anéantissement de ce corps politique est effectué..., les trois cours s'obligent de ne jamais faire insérer, dans leur intitulé respectif, la dénomination cumulative du Royaume de Pologne, qui demeurera dès à présent et pour toujours supprimée. »

Le partage s'était effectué, comme si l'Angleterre et la France n'eussent pas existé. La rivalité de ces deux puissances l'avait rendu possible : en se combattant, elles se neutralisaient. D'autre part, frappées d'aveuglement, elles n'en discernaient pas la portée européenne. Elles ne tardèrent pas pourtant à en ressentir les effets. Consommée sans leur aveu, cette distribution d'un pays, une fois et demie plus grand que tout l'empire d'Allemagne de nos jours, bouleversa de fond en comble l'équilibre européen, au profit du trio copartageant, au détriment des deux témoins passifs occidentaux. C'est l'Angleterre qui la première en fut atteinte. La Russie, de connivence avec la Prusse, se prononça contre elle pendant la guerre d'Amérique, en proclamant la fameuse Déclaration de neutralité maritime armée. Puis, s'étant emparée

de la Crimée, de concert avec l'Autriche, elle attaqua la Turquie et visa Constantinople. C'est alors que fut conçu et formulé le premier projet russe d'une expédition dans l'Inde. Pitt le Jeune, chef du cabinet à cette époque, fut le premier Anglais qui reconnut dans ces faits une répercussion du partage de la République polonaise ; le premier qui comprit qu'il était de l'intérêt vital de l'Angleterre de reconstituer une Pologne vraiment indépendante. Il était prêt à entrer en campagne avec elle contre la Russie (1791), mais des difficultés intérieures vinrent réfréner ces visées, qu'en définitive il dut abandonner pour lutter contre la France révolutionnaire. Celle-ci, à son tour, ressentit les conséquences funestes du partage de la Pologne. L'association copartageante se transforma en coalition antifrançaise. Tant que cette coalition ne fut qu'austro-prussienne, austro-russe, prussorusse, la France put la vaincre ; mais elle fut vaincue, quand la coalition devint austro-prusso-russe, c'est-à-dire quand la triplice copartageante se retrouva au complet. Napoléon fut le premier Français qui aperçut la connexité de ces phénomènes ; le premier qui comprit l'intérêt vital qu'avait la France à la résurrection de la Pologne indépendante. C'est pourquoi, du lambeau de Pologne arraché à la Prusse, avec Varsovie et Posen, il constitua d'abord le Duché de Varsovie ; l'arrondissement ensuite par la Galicie occidentale, avec Cracovie, prise à l'Autriche ; mais succomba finalement, en voulant enlever sa proie à la Russie (1807, 1809, 1812).

Alors (1813), se trouvèrent temporairement aux

mains victorieuses des Russes, Wilno, Gdansk (Danzig), Varsovie, Poznan, Cracovie, c'est-à-dire, sauf Léopol, les neuf dixièmes de toute l'ancienne République de Pologne. Jamais, jusqu'à nos jours, la Russie n'en a possédé autant (au commencement de 1915 elle avait conquis, il est vrai, Léopol et Przemysl, mais perdu Kalisz et Lodz). Toute la part de la Prusse y était engloutie. Pour en sauver le plus possible, la Prusse proposa à la Russie le projet, alors rejeté mais depuis immortel, du général Knesebeck, c'est-à-dire le tracé de frontière stratégique Vistule, Narew, Niemen. La Russie consentit à peine à des compensations bien plus modestes au profit de la Prusse. Elle n'avait, d'autre part, aucune intention de renoncer à ses acquisitions au profit d'une Pologne indépendante. Elle chercha, au contraire, à en conserver autant qu'il se pourrait, fût-ce sous la forme d'une union dynastique. Mais même à l'encontre de ces vues, agirent de concert, au congrès de Vienne, la convoitise de l'Autriche et de la Prusse, le vieil aveuglement égoïste de l'Angleterre et de la France. Toutes ces puissances poussaient de diverses façons à rétablir le troisième partage pur et simple, ou tout au moins une répartition qui s'en rapprocherait le plus. Et tout en préconisant en secret ce programme minimum, le pire, mortel : la Pologne entièrement morcelée et subjuguée, telle qu'elle était après le troisième partage, elles proclamaient tout haut le programme maximum, le meilleur, résurrectionnel : la Pologne intégrale et indépendante, telle qu'elle était avant le premier partage. Par cette équivoque honteuse, elles pesaient sur

les délibérations et trompaient l'opinion du monde et de la Pologne. En définitive, on en vint au compromis du congrès de Vienne (1815). Désormais, la part de la Russie devait comprendre environ 600000, celle de l'Autriche près de 80000, celle de la Prusse plus de 50000 kilomètres carrés des dépouilles de la Pologne.

Du Duché de Varsovie, après en avoir détaché la Posnanie pour la Prusse, ainsi que la minuscule république de Cracovie, on fit un Royaume constitutionnel lié à la Russie. Bien qu'il fut ainsi mutilé et privé d'indépendance, ce nouveau Royaume de Pologne n'en constituait pas moins un progrès réel sur le troisième partage. Le nom, la nationalité, la qualité d'Etat, étaient restitués à la Pologne, avec un gouvernement, des tribunaux, des écoles, des finances, une armée polonais. Mais l'essentiel était que, malgré l'amputation de Posen et de Cracovie, malgré la séparation de Wilno, le nouveau Royaume était au moins lui-même sauvé de la vivisection fatale du troisième partage qui avait coupé en deux ce fonds ethnographique de la Pologne. Il était sauvé comme unité, comme cœur vivant de la nation, palpitant pour toute la Pologne. Cette indivisibilité du Royaume de Pologne actuel représentait le fruit impérissable des sacrifices de l'époque de Kosciuszko, de celle des légions et de Napoléon. L'indivisibilité physique du Royaume comme territoire, survécut à son existence juridique comme Etat; elle dura tout un siècle et permit à toute la nation de durer. C'est le dernier reste de notre être, l'intangible minimum, chèrement acheté. Quiconque tente de por-

ter atteinte à cette indivisibilité du Royaume, de quelque manière que ce soit, et quelles que soient les promesses ou les indemnités proposées en revanche, frappe au cœur de la Pologne du scalpel assassin des anciens partages, veut la faire mourir. Quiconque le tente, si c'est la Russie substituant au nom de Royaume celui de « contrée de la Vistule », en détachant la terre de Chelm, puis celle de Suwalki ; si c'est la Prusse et l'Autriche perpétuant la délimitation provisoire du Royaume ; qui que ce soit, ce serait un ennemi mortel de la Pologne.

La réduction si sensible, infligée au Royaume de Pologne par l'Europe du congrès de Vienne, ne fut pas étrangère à l'échec de la révolution polonaise de novembre 1830. Le sort des armes, si longtemps incertain dans la guerre polono-russe (de 1831), se fût sans doute prononcé pour la Pologne, si on ne l'avait amoindrie de la Posnanie et de Cracovie, c'est-à-dire d'un quart. Par surcroît, l'attitude de toute l'Europe, au cours de cette révolution, fut aussi inique à son égard. Certes, la voix des peuples, en Angleterre, en France, en Allemagne, et même les résolutions des comitats de la Hongrie, se déclarèrent alors pour la cause de la révolution polonaise. Mais les gouvernements suivirent une autre voie. La Prusse prêta à la Russie le plus actif appui contre la révolution, espérant en être récompensée par la ligne de Knesebeck. Il s'en fallut de peu qu'elle ne l'obtint. On conserve aux archives de Pétrograde une note écrite au crayon de la propre main de Nicolas I<sup>er</sup>, où, sous l'impression des succès militaires des Polo-

nais, il céda à la Prusse tous les territoires du Royaume à l'ouest de cette ligne. Le général-adjutant du tsar, comte Orlow, le fit même savoir à Berlin, par l'entremise du général prussien, von Hindenburg, stationné alors sur la frontière. Mais la campagne ayant pris un cours favorable aux Russes, il ne fut plus question de cette cession ; le maréchal Paskiéwitch, futur lieutenant-gouverneur de Varsovie, s'y opposa ou demanda en échange toute la Galicie Orientale. Toutefois, les services rendus par la Prusse dans cette crise difficile, resserrèrent pour longtemps son union avec la Russie, raffermie d'ailleurs par des liens de proche parenté entre Frédéric-Guillaume III et son gendre Nicolas I<sup>er</sup>, et plus tard entre Guillaume I<sup>er</sup> et son neveu Alexandre II. L'Autriche de François I<sup>er</sup>, menacée et flattée en même temps par la Russie, fit assaut de servilité avec la Prusse. Le prince de Metternich, par sa duplicité, abusa le gouvernement national révolutionnaire de Varsovie, et s'empressa de le desservir au profit de l'empereur Nicolas. L'Occident vint aussi, à sa façon, au secours de la Russie. De même que l'opposition whig de Fox avait autrefois favorisé Catherine II, en empêchant Pitt de seconder la réforme polonaise de mai 1791, de même le gouvernement whig de lord Grey, serviable à l'excès à l'égard de Nicolas I<sup>er</sup>, refusa tout appui à la révolution polonaise de novembre 1830. Louis-Philippe fit pis encore : pour être reconnu par la Russie, il lui livra les secrets de la révolution polonaise et de sa correspondance avec Paris et Londres, et lorsque celle-ci eut été vaincue, il fit dé-

clarer que « l'ordre règne à Varsovie ». Finalement, la suppression de la constitution du Royaume de Pologne par Nicolas I<sup>er</sup>, à la suite de l'écrasement de la révolution, put s'accomplir sans aucun obstacle réel, mais non sans les protestations vaines et fallacieuses des cabinets de Paris et de Londres, n'ayant d'autre but que de duper l'opinion publique de France et d'Angleterre.

Non moins fallacieuses furent, plus tard, les protestations de M. Guizot et de lord Palmerston, après la Jacquerie galicienne de 1846, et après la confiscation de la ville libre de Cracovie par l'Autriche, acte de violence qui trouva même un défenseur à la Chambre des Communes, en la personne du jeune Disraeli. Vers la même époque, la question polonaise fut l'objet d'une sollicitude internationale, bien éphémère d'ailleurs, lors du « printemps des nations » (1848), et de la guerre de Crimée (1854). Pour la dernière fois, cette question fut agitée au forum de l'Europe, pendant l'insurrection polonaise de janvier 1863. Cette fois encore, la Prusse se rangea ouvertement du côté de la Russie, et pour trois raisons. Elle aspirait à en capter les bonnes grâces, en prévision des futurs conflits avec l'Autriche et la France ; elle visait obstinément à la frontière convoitée de Knesebeck ; elle combattait avec un égal acharnement l'autonomie et l'indépendance de la Pologne. M. de Bismarck affirmait, que le promoteur d'une autonomie polonaise sous le sceptre russe, « le marquis Wielopolski, projetait de créer, en s'alliant à la France, une ligue panslave contre l'Allemagne, ligue dont l'autonomie du Royaume serait le

pivot »; que, d'autre part, les chefs de l'insurrection voulaient constituer « une Pologne indépendante, dont l'armée serait au service de la France, lui procurant ainsi 100,000 hommes sur la Vistule ». L'Autriche, marchant encore, dans la question polonaise, sur les brisées de Metternich, pusillanime et ménageant tout le monde, sans contenter personne, se mit à jouer double jeu. La France, par le geste matamore de « Napoléon-le-Petit », s'abusa elle-même et abusa la Pologne. L'Angleterre joua un rôle lamentable. Redoutant une alliance franco-russe, elle poussa Napoléon III à se brouiller avec la Russie à cause de la Pologne, l'encouragea d'abord, puis l'abandonna tout net. En apparence, favorable devant l'Europe compatissante à l'insurrection polonaise, le gouvernement anglais la blâmait confidentiellement aux bords de la Néva. « Une Pologne indépendante — gémissait lord Napier, ambassadeur britannique à Pétersbourg — serait un grand Etat catholique, militaire et agressif, hostile à la Russie et à la Prusse, complètement dévoué à la France; il assurerait à celle-ci, et à l'Eglise catholique, une prépondérance marquée ». Inconsciemment séduite par Bismarck, l'Angleterre facilita l'insidieux jeu prussien contre la Pologne.

L'écrasement de l'insurrection de 1863 donna lieu à des protestations, fallacieuses plus que jamais, des gouvernements occidentaux. La conscience des peuples européens resta, cette fois, insensible au désastre de la Pologne. Le Royaume de Pologne qui, depuis la dernière révolution de novembre, avait cessé d'être un Etat, désormais, à partir de

l'insurrection de janvier, ne fut plus même une province; il devint le « Pays de la Vistule », conformément à la clause vétuste de 1797 effaçant le nom de Pologne. L'œuvre de Napoléon et du congrès de Vienne était définitivement abolie, à l'exception de ce qui en restait comme répartition territoriale. La question polonaise, comme objet du droit des gens, cessa d'exister, revint au néant du troisième partage, fut complètement arrachée à la compétence de l'Occident, considérée comme purement intérieure des puissances copartageantes, dépouillée totalement de son caractère européen. C'était là, du moins, la thèse officielle exhumée à nouveau depuis un demi-siècle. Mais la marche des événements ne revient pas en arrière. Et même dans cette dernière période, la plus rétrograde pour la question polonaise, emprisonnée dans la sphère intérieure des trois copartageants, ce problème foncièrement international, par son ascendant intrinsèque, ne cessait pas de réagir de plus en plus sur les destinées de l'Europe.

Pour les services rendus à la Russie, aux dépens de la Pologne, la Prusse fut d'abord récompensée aux frais de l'Autriche. Battue par la Prusse, livrée par la Russie, l'Autriche s'affranchit de la solidarité avec ses anciens complices, en donnant l'autonomie nationale à la Galicie (1867). La Prusse ne manqua pas de tirer parti de ce fait auprès de la Russie, au moment où elle se précipita sur la France. Après s'être remboursé ainsi, en excellentes valeurs autrichiennes et françaises, ce qu'elle avait payé bon marché en valeurs polonaises, elle ne cessa plus désormais de payer de cette menue

monnaie. Pour assurer son hégémonie en Europe, elle indemnisa la Russie en la secondant dans l'oppression de la Pologne. Ce fut d'abord le « Kulturkampf », parallèle aux persécutions des uniates (gréco-catholiques unis) dans le Royaume de Pologne. Pour pousser à la russification des « gouvernements de la Vistule », la Prusse donna l'exemple de l'implacable germanisation de la Posnanie. Après le conflit aigu avec la Russie, dans la question d'Orient, au congrès de Berlin, l'Allemagne dut faire alliance avec l'Autriche : mais elle eut soin de garder intact, selon l'expression du prince de Bismarck, « le fil télégraphique » avec Pétersbourg, et cela non tant par la convention dite « de réassurance » de Skierniewice, que par l'aggravation du système antipolonais. Elle employa la même recette infailible, après le différend au sujet de la Bulgarie, avec Alexandre III, qui, rompant avec la traditionnelle amitié prussienne de son père et de son grand-père, penchait peu à peu vers la France.

Dès lors, à Berlin, on se mit à envisager l'éventualité d'une attaque préventive contre la France ou contre la Russie. Jadis, Napoléon I<sup>er</sup>, après avoir terrassé la Prusse et l'Autriche, après Iéna et Wagram, avait jugé indispensable une lutte décisive avec la Russie ; et jamais plus tard il ne se reprocha d'avoir pris cette décision, mais seulement de l'avoir mal exécutée. Bismarck, après ses victoires sur l'Autriche et sur la France, après Sadowa et Sédan, jugeait, lui aussi, qu'il était indispensable d'abattre la Russie ; mais il recula devant cette lourde tâche. Il n'avait rien de Napoléon ;

vieilli, il se survivait, il était devenu son propre épigone. Il ne voulait pas courir, au déclin de la vie, les risques immenses d'une guerre avec la Russie. Et surtout, il ne voulait pas la restauration de la Pologne, conséquence inévitable de cette guerre. Il aurait préféré s'acheminer vers une ligne de moindre résistance : écraser encore une fois la France, et, lâchant l'Autriche contre la Russie, s'enrichir aux dépens du vaincu, quel qu'il fût. C'est également dans cet ordre d'idées, qu'il imagina et recommanda à l'Autriche, au comte Kalnoky, de tourner contre la Russie l'arme « ukrainienne », dès lors clandestinement aiguisée par Berlin, à la fois et en premier lieu, contre la Pologne, mais compromettant surtout Vienne vis-à-vis de Pétersbourg, et par cela même infiniment plus avantageuse que l'arme polonaise à double tranchant. En même temps, comme d'habitude, sur l'autel de l'alliance avec le courroucé Seigneur russe, il offrait en sacrifice propitiatoire l'Isaac polonais. Pour la première fois (1886), il fit voter la législation draconienne sur la colonisation et contre l'usage de la langue polonaise, tout en avouant à un intime ne pas croire du tout en l'efficacité intérieure de cette loi, mais y être forcé « par des motifs de politique étrangère ». Cela signifiait qu'il s'agissait d'un moyen de captation vis-à-vis de la Russie. Toutefois, par cette demi-mesure usée et caduque, par cette recette éventée, le prince de Bismarck ne fut guère plus heureux à l'extérieur qu'à l'intérieur. Il ne réussit à obvier ni à l'alliance franco-russe, ni à l'envenimement progressif de l'animosité entre la Prusse et la Russie. Par contre, il devint

le secourable accoucheur de la « réconciliation » polono-russe. L'enfantement de celle-ci, si pénible sous le règne sévère d'Alexandre III, fut facilité par le dur forceps de Bismarck, de sa politique antipolonaise.

Au début du règne de Guillaume II, en face de l'impossibilité absolue de s'entendre avec Alexandre III, simultanément avec un revirement anti-russe à Berlin, à la chute de Bismarck, l'action antipolonaise du chancelier de fer s'adoucit, pour peu de temps, sous son successeur, le comte Caprivi. Elle reparut, avec le prince de Hohenlohe, troisième chancelier, après l'avènement de Nicolas II, avec qui Guillaume II avait pu renouer, jusqu'à un certain point, l'amitié traditionnelle des aïeux. Le prince de Bülow, quatrième chancelier, piteuse caricature du premier, sut le surpasser par des excès de polonophobie militante. Il choisit à cet effet une conjoncture bien étrange : il s'acharna contre les Polonais, en couvrant, à l'époque de la guerre russo-japonaise, la Russie dans l'embarras. Aussi fut-il, à son tour, l'accoucheur d'une nouvelle, plus accentuée « conciliation » polono-russe, et de ce qu'on appelle le néoslavisme. Plus tard encore, M. Bethmann étant chancelier, dans les moments critiques, tel que, par exemple, la crise marocaine, subitement et sans rime ni raison, il semble même très inconsidérément, on se mit à Berlin à procéder par coups de nouvelles mesures coercitives antipolonoises, de lois d'expropriation, de crédits de colonisation, etc. Cela devenait une sorte d'obsession, de manie, de tic, de superstition. Frapper les Polonais, on s'en est bien trouvé main-

tes fois, cela porte bonheur, c'est un calmant si souverain pour les nerfs de la Russie. En outre, accessoirement, excitant Vienne à attiser l'agitation polonophobe ukrainienne, on minait le prestige de l'Autriche en Pologne, prestige acquis par un demi-siècle d'autonomie accordée à la Galicie.

Tout cela était arme à double tranchant, bâton à deux bouts. D'un côté, c'était œuvre de routine et de crainte, propre à compromettre les intérêts austro-allemands, soit juste au moment favorable, soit pour un avenir plus éloigné. C'était, en effet, une manifestation de la vieille terreur panique inspirée par la Russie, ou, comme disait le maréchal de Moltke, « le rampement à l'envi devant elle (Wettkriechen vor Russland) ». On lui rendit ainsi un notable service, au moment de la guerre japonaise, et pendant la période de révolution et d'impuissance qui la suivit. La Russie, alors totalement désarmée, au cas d'une invasion prusso-autrichienne dans le Royaume de Pologne et les gouvernements de l'ouest de l'empire, n'aurait pu souhaiter meilleure diversion, que la nouvelle campagne « haka-tiste » contre les Polonais de Posnanie, que les nouveaux crédits pour la colonisation allemande, que les nouvelles prohibitions de la langue polonaise, que les expropriations des biens fonciers polonais, non moins que, d'autre part, la nouvelle « bagarre (borba) ukrainienne » contre les Polonais en Galicie, les troubles agraires parmi les paysans ruthènes, les conflits universitaires soulevés par les étudiants ruthènes de Léopol, l'assassinat du lieutenant-gouverneur de la Galicie, le comte Po-

tockî, par un Ruthène fanatique. Mais, en même temps, si c'était un service, c'était aussi un bénéfice. C'était une pression, non seulement économique, dans le traité de commerce imposé par l'Allemagne à la Russie, à la faveur de la guerre russo-japonaise, mais encore une pression politique, exercée sur le gouvernement russe, précisément au préjudice de la Pologne. Durant tout ce temps, surtout à partir de l'ère soi-disant constitutionnelle en Russie, Berlin veilla attentivement à ce que Pétersbourg n'accordât aucun allègement réel à Varsovie, à ce qu'on y continuât à se mettre à l'unisson de la tactique antipolonaise de la Prusse. Toute concession de Pétersbourg, sous ce rapport, était immédiatement corrigée par la suggestion comminatoire de Berlin. Cette suggestion, d'ailleurs, n'avait nullement à vaincre une vive résistance; c'était, en quelque sorte, *vis grata* pour la Russie, dont la tradition centraliste et russificatrice n'avait pas de peine à se laisser forcer la main.

En définitive, au cours des dix dernières années de « libertés », le Royaume de Pologne dut subir l'état de siège, de nombreuses répressions sanglantes, l'hérésie du mariavisme officiellement protégée, la suppression des deux tiers des mandats parlementaires, l'expropriation par l'Etat du chemin de fer Varsovie-Vienne, la séparation de la région de Chelm, etc. Ce faisant, la Russie rendait, à son tour, service insigne à la Prusse. L'opposition à toute amélioration sociale et politique dans le Royaume de Pologne, entraînait l'impossibilité de prendre les mesures militaires indispensables. Le

pays sans autonomie législative ni administrative, resta sans chemins de fer et sans forteresses. Le Royaume qui, jadis, avec sa propre constitution et son armée polonaise, avait été, sous Alexandre I<sup>er</sup>, un puissant instrument offensif, n'était même plus apte, aujourd'hui, à la défensive. On l'avait mis en dehors de la principale ligne de défense, refoulée en arrière. On l'avait, par là, condamné d'avance à l'évacuation, à l'occupation par l'ennemi. Et tout en renonçant ainsi à l'offensive principale contre la Prusse, on la détournait contre l'Autriche. La base essentielle des futures opérations n'était plus la circonscription militaire de Varsovie, mais celle de Kiew, et le but principal, au lieu d'être le Grand-Duché et Posen, devenait la Galicie et Léopol. Cette suggestion fut aussi accueillie à Pétersbourg sans la moindre répugnance, à titre de *vis grata*, pleinement conforme aux traditionnelles visées russes de conquête et d'expansion slave.

Pour les puissances occidentales, toutes ces choses de première importance avaient depuis longtemps cessé d'exister politiquement, comme, d'ailleurs, la question polonaise elle-même. En Angleterre, on avait simplement perdu l'idée de ce que la Pologne avait été et est encore pour l'Europe. On s'y était même abandonné à on ne sait quelle singulière animosité prussophile ou russophile à son égard. Un écrivain de large envergure, Carlyle, félicitait la Prusse d'avoir accompli la volonté de Dieu en démembrant la Pologne. Un homme d'Etat éminent, lord Salisbury, louait la Russie d'avoir rempli le devoir d'un sain conservatisme en étouffant la dernière insurrection polonaise. De

temps en temps, on se souvenait des Polonais pour quelque diversion louche. C'est ainsi, par exemple, qu'au cours de la guerre russo-turque, on prépara clandestinement en Galicie la « Confédération de Johnston » (1878), à l'effet de couper les communications sur les derrières de l'armée russe. C'est encore ainsi, que pendant la guerre russo-japonaise, on essaya d'exploiter le mécontentement contre le gouvernement russe dans le Royaume de Pologne (1905), bien qu'en cette circonstance aient agi d'autres influences dans le même sens, et que les manufactures prussiennes, autrichiennes, aussi bien que belges, aient fourni alors en secret des armes aux éléments révolutionnaires de Varsovie. On avait oublié à tel point ce qu'ont été et ce que sont les Polonais en Europe, qu'on se mit à les traiter à peu près sur le même pied que les comitadgis de la Macédoine ou de l'Albanie, les Kourdes de l'Asie Mineure ou les Khounkhouses de la Mandchourie. Quant à la France, surtout depuis l'alliance russe, sa tiédeur pour la cause polonaise s'était progressivement changée en aversion soupçonneuse et craintive. Toucher à cette question délicate, était considéré comme une offense à la Russie, et, par conséquent, un préjudice pour la France. Tout au plus, s'y permettait-on de déplorer l'acharnement germanisateur déployé en Posnanie. Mais sur la russification du Royaume de Pologne, à plus forte raison sur celle de la Ruthénie et de la Lithuanie, on fermait discrètement les yeux. Pour plaire à la Russie, on ne s'apercevait pas que, par là même, on faisait le jeu de la Prusse. Il y avait dans tout cela, pareillement, comme dans le cas

de la Prusse, bien qu'en sens inverse, de la routine et de la crainte. Les Prussiens continuaient à maltraiter la Pologne de concert avec la Russie, car ils s'étaient jadis engraisés à ce métier. Les Français cessaient de protéger la Pologne contre la Russie, car ils s'y étaient jadis échaudés. *Vestigia terrent* : instruits par l'exemple de Napoléon III, les gouvernements de la troisième République, et ses ambassadeurs à Pétersbourg, n'osaient pas ouvrir la bouche en faveur de la Pologne. Mais, par cela même, ils y laissaient le champ libre aux manœuvres antipolonaises de la Prusse, et à ses effets politiques et militaires dans le Royaume de Pologne. On ne tarda à s'apercevoir à l'Etat-major français, qu'en sacrifiant la Pologne, on avait émoussé, sans s'y attendre, détourné et, en cas de besoin, en vérité presque perdu pour la France, l'offensive russe. Alors, tout récemment, au ministère des affaires étrangères à Paris et à l'ambassade de Pétersbourg, on s'efforça en toute hâte de remédier au mal. On tenta auprès de la cour et du gouvernement russe, dans l'intérêt urgent de l'alliance, des démarches pour obtenir un certain amendement des rapports polono-russes. Ces efforts, d'ailleurs assez timides, superficiels, maladroits, arrivaient trop tard. La guerre universelle vint les interrompre à leurs débuts.

### III

Avant la guerre, plus de 80 % de la superficie de l'ancienne Pologne et 75 % de toute sa population (polonaise et allogène), se trouvaient sous la do-

mination de la Russie. Aujourd'hui, après avoir perdu 17 gouvernements, c'est-à-dire plus de la moitié de ce territoire, avec 25 millions d'habitants, elle détient encore 40<sup>0</sup>/<sub>0</sub> de la superficie et 30<sup>0</sup>/<sub>0</sub> de la population de la République. Mais le fait principal est que, sur 21 millions de Polonais en Europe, la Russie, avant la guerre, en possédait 60<sup>0</sup>/<sub>0</sub>, tandis que l'Autriche et la Prusse n'en avaient, chacune, pas plus de 20<sup>0</sup>/<sub>0</sub>. Or, aujourd'hui, il n'en reste à la Russie que le 10<sup>0</sup>/<sub>0</sub> à peine, alors que 90<sup>0</sup>/<sub>0</sub> des Polonais proprement dits sont passés à la Prusse et à l'Autriche. Ce sont là de grands revirements. Ils peuvent, il est vrai, être suivis de revirements contraires. Mais, quoi qu'il en soit, il se prépare évidemment une nouvelle répartition de cet énorme effectif d'hommes et de territoires, héritage de la République polonaise.

En aucun cas cette répartition ne s'accomplira, sans excercer une influence décisive sur tout l'avenir de l'Europe. L'euro péennité de la question polonaise, hier encore niée, ensevelie, est devenue aujourd'hui une certitude vivante pour tous. Elle est devenue le grain de la parabole, semé par le Seigneur, grain que le démon, voulant contrecarrer les desseins de Dieu, enfouit dans la terre, d'où il sortit pourtant en épi. Pour l'Europe tout entière, dès aujourd'hui, parmi le bruit des batailles, ce qui adviendra de la Pologne après la guerre, est de toute importance. L'indifférence aveugle des Etats de l'occident à l'égard de la Pologne, l'acharnement aveugle des Etats copartageants, ont été conduits à l'absurde par la force immanente des

choses. Pour la France, avec laquelle, pour la troisième fois en un siècle, se mesure la puissance allemande, un nouvel accroissement de cette puissance, par l'annexion de la Pologne, serait absolument insoutenable. Pour l'Angleterre, une telle augmentation des forces soit russes, soit allemandes, serait également difficile à contrebalancer. « Si la Russie — prédisait Napoléon à Ste-Hélène — réussit à incorporer la Pologne, en réconciliant les Polonais avec le gouvernement russe, et non pas simplement en subjuguant le pays, elle aura fait le plus grand pas vers la conquête de l'Inde ». « Si le tzar réussit à amalgamer franchement la Pologne et la Russie, — y dit-il encore, car cette éventualité le préoccupait tellement, qu'il y revenait sans cesse, — en réconciliant les Polonais avec le gouvernement russe, tout devra fléchir sous son joug ; l'Europe, et l'Angleterre surtout, regretteront de n'avoir pas relevé le Royaume de Pologne indépendant de la Russie, et d'en avoir fait à Vienne une province russe ». De par ailleurs, pour l'Italie contemporaine, et pour ses visées coloniales en Orient, c'est aussi une question vitale ; à Rome, on commence à redouter, en effet, que la Russie, s'étant incorporée toute la Pologne, par un élan d'impérialisme trop naturel, ne s'étende jusqu'à Byzance et sur les rives slaves de l'Adriatique. Et les copartageants eux-mêmes, un siècle et demi après le premier démembrement, n'auraient pas moins d'embarras au sujet de la Pologne. Ils se sont enlisés dans des contradictions inextricables. L'alliance austro-allemande a juxtaposé la cruelle antithèse du hakatisme en Posnanie et de

l'autonomie en Galicie. La lutte russo-allemande a brisé l'accord fraternel de la germanisation en Posnanie avec la russification dans le Royaume de Pologne. Quel que soit le résultat de la conflagration, désormais les trois spoliateurs de la Pologne ne pourront voisiner comme ils l'ont fait jusqu'ici, sans une tension hostile excessivement dangereuse. Au cas, où triompherait la Russie, quelle soit de revanche ne germerait-elle pas dans les profondeurs du germanisme vaincu, alimentée par la plus terrible déception, par l'avortement de l'effort le plus prodigieux qui jamais ait été tenté pour réaliser l'hégémonie universelle. Si la victoire reste aux empires centraux, quelle ne sera pas l'amertume, la violence de ce même courant, emportant la Russie battue et dévorée des mêmes ambitions. Si la France, avec un demi-million de kilomètres carrés de territoire et une population inféconde de trente et quelques millions d'habitants, a persisté, inébranlable, pendant un demi-siècle, dans la pensée de la revanche, quelle pression n'exercerait pas cette même pensée dans une Russie de 22 millions de kilomètres carrés, comptant 175 millions d'habitants, qui rejette à peine les freins dont son développement était entravé, la propriété communale collective (le mir), l'analphabétisme, l'alcoolisme, qui, par l'accroissement ordinaire de sa population, s'enrichit tous les ans de deux millions et demi d'individus, et depuis quatre siècles a conquis, en moyenne, *par jour* 130 kilomètres carrés, dans une Russie qui sait prendre, mais ne sait pas rendre, qui seule de sa part de la Pologne n'a rien perdu, mais, au

contraire, y a ajouté des gros morceaux acquis sur ses complices, et à laquelle l'Europe n'ose ni livrer, ni arracher la Pologne.

C'est ainsi, que sur les ruines de la Pologne, l'Europe ensanglantée s'est trouvée dans une situation presque sans issue. Elle s'est trouvée face à face avec la faillite de sa sagesse d'Etat, non moins de celle des rusés exécuteurs, que des spectateurs insoucians du démembrement de la Pologne. Et voici que, involontairement, non par sentiment, mais par la force des choses, partout aujourd'hui commence à fermenter l'idée de refaire la Pologne, de lui rendre l'indépendance. Jadis, comme on l'a vu plus haut, les trois cours partageantes avaient en secret, les unes contre les autres, caressé ce projet. Elles avaient même désigné chacune leurs propres candidats au trône restauré de la Pologne. La Prusse préconisa successivement les candidatures du prince Henri, dès l'époque du premier partage, du prince royal Louis, lors de la Diète de quatre ans, du prince Louis-Ferdinand, avant Iéna ; et ce fut encore le jeune prince Guillaume, le futur empereur, lorsqu'il faisait la cour à la princesse Radziwill, qui fut soupçonné par la Russie de visées royales polonaises. L'Autriche, après les partages, suscita d'abord les candidatures du palatin Joseph, des archiducs Ferdinand et Jean, et surtout celle de l'archiduc Charles, renouvelée bien des fois, pendant l'insurrection de Kosciuszko, au cours des guerres de Napoléon, et lors de la révolution de novembre ; et encore pendant la dernière insurrection de janvier, il fut question de porter au trône de Pologne les ar-

chiducs Ferdinand-Maximilien ou Charles-Louis. Le candidat principal de la Russie, pendant et après les partages, fut le grand-duc Constantin Pawlovitch, au lendemain même de la chute de la République, puis à Tilsit, et à certains moments après le congrès de Vienne ; simultanément, à l'époque de Napoléon, on songea aux grands-ducs Nicolas et Michel, au duc d'Oldenbourg, et même à la grande-duchesse Catherine Pawlowna qui avait failli devenir reine de Pologne ; enfin, au cours de l'insurrection de janvier, il fut encore question, au su du marquis Wielopolski, et bien plus sérieusement qu'on ne le croit, de l'accession au trône de Pologne du grand-duc Constantin Nicolaïewitch. Il y eut aussi des candidats anglais, tels que le duc d'York, fils cadet de Georges III, avant le deuxième partage ; il ne manqua pas non plus de candidats français, Bourbons, Orléans, à commencer par le comte de Provence, le futur Louis XVIII lui-même, bonapartistes, Murat, Davout, le prince Jérôme, pendant la révolution de novembre le duc de Reichstadt, le prince Napoléon lors de l'insurrection de janvier. La multiplicité de ces candidatures, bien qu'elles n'aient pas abouti, donne à elle seule la mesure du sentiment universellement répandu, que la Pologne ressusciterait.

Depuis un demi-siècle, ce sentiment avait disparu de la surface, mais il n'était pas perdu. Aujourd'hui, il se réveille soudain dans l'Europe en flammes. De plus en plus fortement se font entendre de toute part des invocations à la Pologne libre. Sans doute, certaines de ces voix sont aussi captieuses

que celles du congrès de Vienne; il y en a qui rappellent les mêmes subterfuges, auxquels alors on a eu recours, pour transformer des vues réalisables en insaisissables chimères. Mais l'Europe contemporaine ne répétera pas ces fourberies d'ancien régime, qui, tout en décevant la Pologne, la décurent elle-même. D'autre part, dans les deux camps belligérants, ne font pas non plus défaut les protestations les plus âpres contre tout projet de relèvement de la Pologne. Ses ennemis jurés, de part et d'autre, repoussent avec horreur toute idée de coexistence des aigles bicéphales et de l'aigle noir, avec l'aigle blanc. Ils déclarent, indignés, que ce n'est pas pour une renaissance sentimentale de la Pologne, que la Germanie ou la Russie déploient leurs suprêmes ressources guerrières, mais bien pour obtenir des gains réels, germaniques ou russes. Eh bien, il ne s'agit pas aujourd'hui d'envisager, s'il sera agréable aux aigles copartageants de frayer avec l'aigle blanc, mais bien de réfléchir que, dorénavant, sans ce dernier, les autres eux-mêmes ne peuvent plus vivre de concert. Les nationaux et les conservateurs allemands, les nationalistes et les droitiers russes, ne sont certes pas plus réalistes que Napoléon I<sup>er</sup>; et celui-ci n'était pas plus sentimental qu'eux, lorsqu'il résolut de relever la Pologne. Une guerre, comme celle d'aujourd'hui, n'est pas une affaire lucrative, c'est une maladie mortelle. Le malade, vitalemment atteint, ne demande pas, si son mal lui rapportera beaucoup, mais bien s'il en guérira. L'assainissement international, radical et durable, voilà le bénéfice essentiel

que doivent chercher à retirer de cette guerre tous les peuples civilisés. Mais on ne l'obtiendra qu'à une condition : guérir l'infirmité européenne résultant de la vivisection de la Pologne. Seul le rétablissement de la Pologne libre rétablira la santé de l'Europe.









